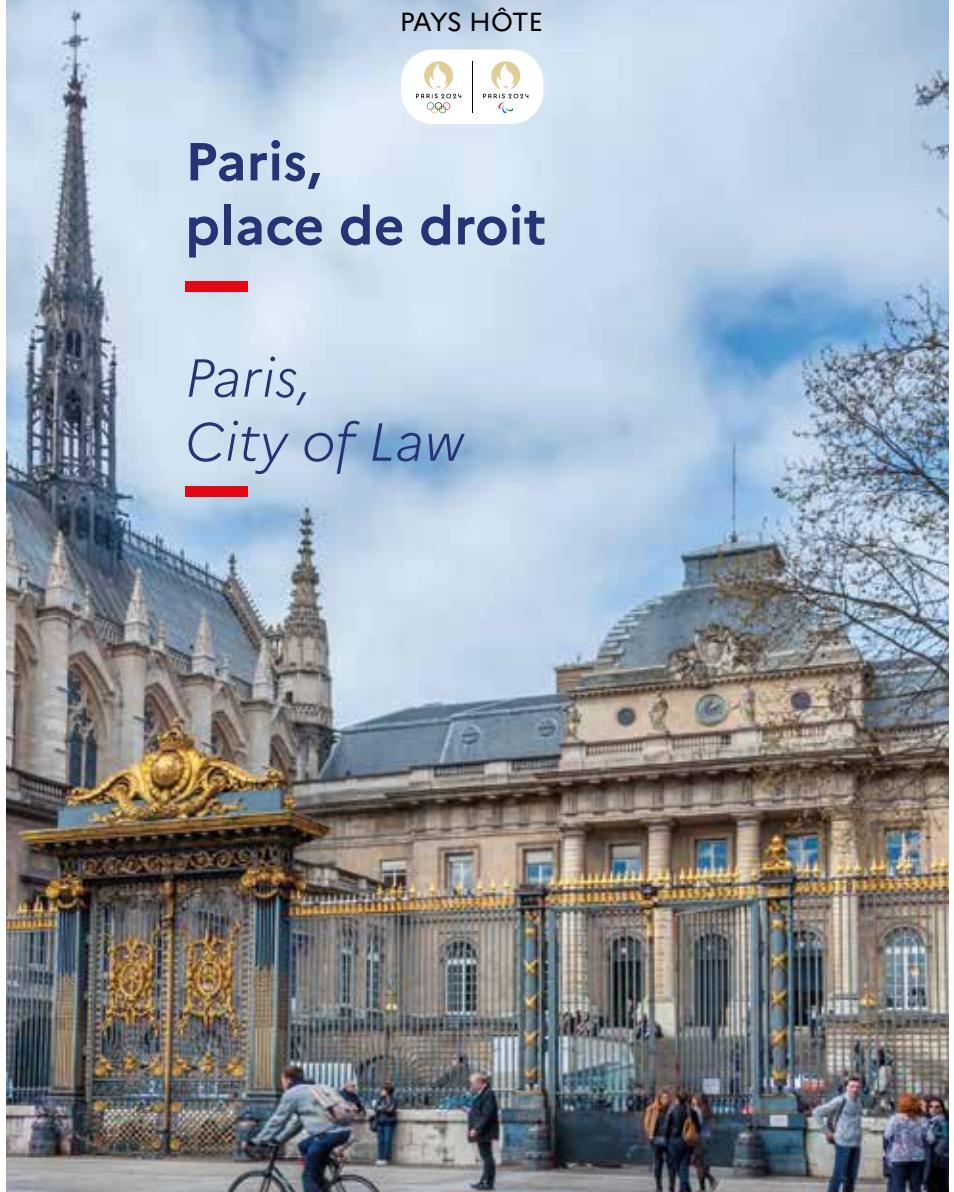


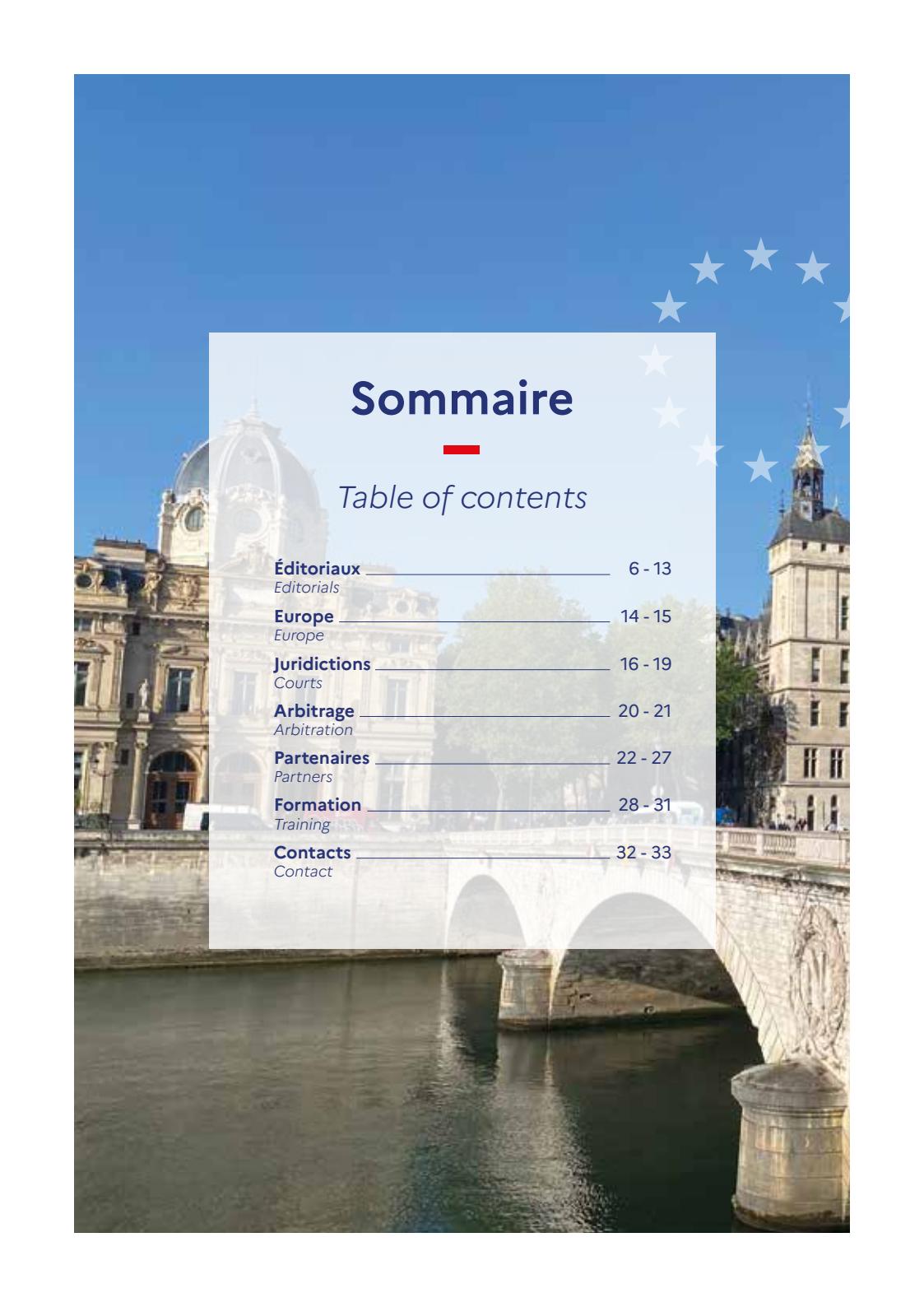
PAYS HÔTE



Paris,
place de droit

*Paris,
City of Law*

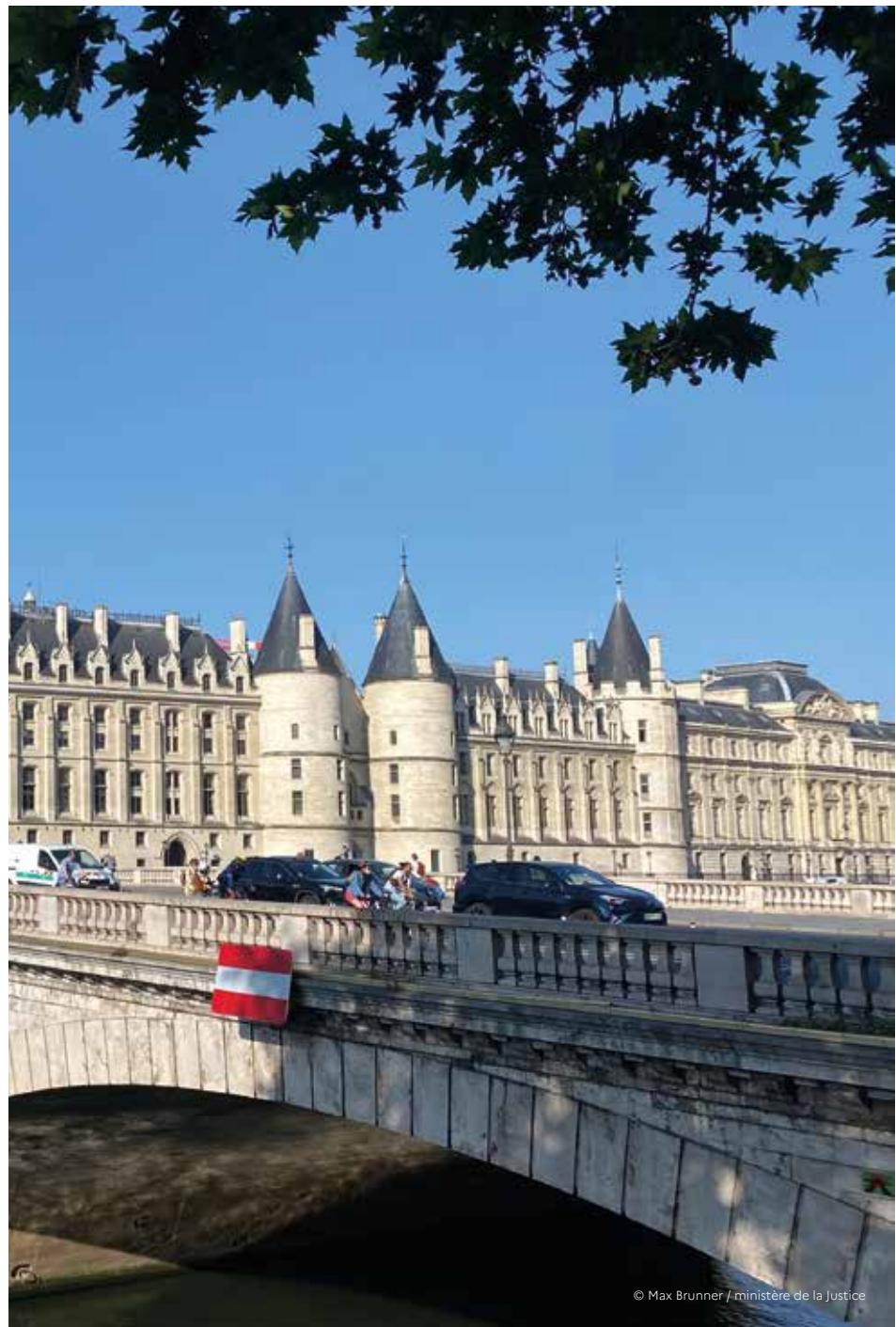




Sommaire

Table of contents

Éditoriaux <i>Editorials</i>	6 - 13
Europe <i>Europe</i>	14 - 15
Juridictions <i>Courts</i>	16 - 19
Arbitrage <i>Arbitration</i>	20 - 21
Partenaires <i>Partners</i>	22 - 27
Formation <i>Training</i>	28 - 31
Contacts <i>Contact</i>	32 - 33



© Max Brunner / ministère de la Justice

Paris, place de droit en chiffres

— Paris, City of Law in figures



1 Cour de cassation

/ Court of cassation



1 Cour d'appel

/ Court of Appeal

› 53 686 affaires civiles et pénales

traitées dans le ressort de la Cour d'appel en 2022

› 53,686 civil and criminal cases

handled within the jurisdiction of the Court of Appeal in 2022



1 Tribunal judiciaire

/ Judicial court

› 17 890 affaires civiles et pénales

terminées en 2022

› 17,890 civil and criminal cases

completed in 2022



1 Tribunal de commerce

/ Commercial court

› 61 380 affaires (contentieux et procédures collectives)

en 2023

61,380 cases (disputes and business difficulties)

in 2023



1243 magistrats / judges and prosecutors



32 737 avocats / lawyers



27 800 étudiants inscrits en Droit / law students

Cour internationale d'arbitrage d'ICC

ICC International Court of Arbitration

Montant des litiges ICC : de US\$ 17 000 à plus de US\$ 7 milliards

Value of ICC cases: US\$ 17,000 to more than US\$ 7 billion



Editorial



Je suis fier de porter haut les couleurs du système juridique français qui a su démontrer qu'il savait s'adapter aux enjeux juridiques, sociaux, économiques, environnementaux et sportifs internationaux de notre époque.

Eric Dupond-Moretti
Garde des Sceaux, ministre de la Justice

Grâce à l'investissement de la Chancellerie, de nos juridictions, de nos cabinets d'avocats, de l'ensemble des professions du droit et des acteurs économiques, Paris est une place de droit reconnue à l'international.

Cet été, Paris sera également la capitale internationale du sport. 100 ans après ceux de 1924, les Jeux olympiques et paralympiques s'annoncent comme un événement hors norme et le ministère de la justice est pleinement mobilisé pour en assurer le succès.

Je suis fier de porter haut les couleurs du système juridique français qui a su démontrer qu'il savait s'adapter aux enjeux juridiques, sociaux, économiques, environnementaux et sportifs internationaux de notre époque.

La qualité de nos institutions, la mobilisation de leurs agents, ainsi que les atouts de notre modèle continental de droit écrit, tels que la prévisibilité et la sécurité juridiques, contribuent au bon déroulement de ce temps olympique. Paris 2024, c'est un environnement favorable pour les affaires et une réponse pénale adaptée aux infractions commises à l'occasion de cet événement d'une ampleur sans précédent. Je sais ainsi pouvoir compter sur la pleine mobilisation des parquets et parquets généraux, dès le parcours de la flamme et durant toute la période olympique et paralympique, au service d'une lutte efficace contre les infractions économiques et financières et, plus largement, contre tout fait susceptible de troubler le bon déroulement des Jeux.

Le dynamisme de notre capitale repose aussi sur une offre de formation universitaire d'excellence et à une communauté juridique ouverte à la langue anglaise et aux enjeux internationaux. Nous pouvons compter sur la richesse de cet écosystème et sur ses acteurs pour répondre aux attentes des opérateurs économiques et assurer une résolution efficace des conflits commerciaux internationaux. La place de Paris rayonne particulièrement en matière d'arbitrage international, l'installation du Tribunal arbitral du sport le temps des Jeux olympiques et paralympiques en est une belle illustration.

Editorial

Eric Dupond-Moretti
Minister of Justice

Thanks to the investment of the Ministry of justice, our courts, our law firms, all legal professions and economic actors, Paris is an internationally recognised law place.

This summer, Paris will also be the sports capital of the world. 100 years after the 1924 Games, the Olympic and Paralympic Games are set to be an extraordinary event, and the Ministry of Justice is fully involved in ensuring its success.

I am proud to promote the French legal system, which has showed its ability to adapt to the international challenges of our time, be them legal, social, economic, environmental and sporting challenges.

The quality of our institutions, the mobilisation of their staff agents, as well as the strengths of our continental legal system, such as foreseeability and legal certainty, all contribute to the smooth running of this Olympic time. Paris 2024 means a supportive environment for business, and a criminal response adapted to any offences committed on this event of unprecedented scale. I know that I can count on the full mobilisation of the public and general prosecutors' offices, from the moment the flame arrives throughout the Olympic and Paralympic period, in the service of an effective fight against economic and financial crime and, more broadly, against any act likely to disturb the smooth running of the Games.

Our capital's dynamism is also based on a range of excellent university programmes and a legal community open both to the English language and to international issues. We can count on the richness of this ecosystem and its actors to meet the expectations of economic operators and ensure the efficient resolution of international trade conflicts. The place of Paris shines particularly in international arbitration, as illustrated by the establishment of the Court of Arbitration for Sport during the Olympic and Paralympic Games.

...

I am proud to promote the French legal system, which has showed its ability to adapt to the international challenges of our time, be them legal, social, economic, environmental and sporting challenges.




**MINISTÈRE
DE L'EUROPE
ET DES AFFAIRES
ÉTRANGÈRES**

Liberté
Égalité
Fraternité



Stéphane Séjourné
Ministre de l'Europe
et des Affaires étrangères

Minister for Europe and Foreign Affairs



Le modèle fondé sur le droit continental pratiqué dans le monde entier est un pilier de notre ordre juridique international. Il incarne nos valeurs et traduit notre attachement à l'État de droit et aux droits de l'Homme. Il est un vecteur majeur d'attractivité pour nos pays, tout particulièrement auprès des investisseurs étrangers.

Les conflits, la concurrence économique et les mutations profondes de notre époque appellent un ordre juridique mondial sûr et des régulations nouvelles. Notre droit offre à ceux qui font le choix de la France un cadre stable, accessible et innovant. La place de Paris et son écosystème juridique reconnu constituent un indéniable atout de la France sur la scène internationale.

Mon ministère continuera à s'engager fortement pour promouvoir ce modèle à l'international, avec l'appui de son réseau diplomatique comme au sein des organisations multilatérales.

The civil law model used worldwide is a pillar of our international legal order. It embodies our values and testifies to our commitment to the rule of law and human rights. It is an important vehicle for promoting our country, particularly among foreign investors.

Current and recent conflicts, economic competition and profound shifts require a secure international global order and fresh regulations. Our law system provides those who make France's decisions with a stable, accessible and innovative framework. It is clear that Paris financial centre and its recognized legal ecosystem are assets for our country on the international stage.

My Ministry will continue to work hard to promote this model globally with the support of its diplomatic network and within multilateral institutions.



LA PAROLE À ...

Christophe Soulard

Premier Président de la Cour de cassation

Rémy Heitz

Procureur général près la Cour de cassation

Sur la carte des nombreux atouts juridiques de la place de Paris, on peut aller d'un point à un autre comme on déambule parmi les monuments de notre capitale. Sans doute faut-il partir du palais de justice de l'Île de la Cité, qui connaît des questions de droit depuis le XIII^e siècle, et abrite une tradition d'excellence juridique. Celle-ci se fonde sur une magistrature solidement formée et spécialisée, dont l'indépendance est constitutionnellement garantie et sur des partenaires de justice de grande qualité.

Le système juridique français se modernise sans relâche pour rendre une justice accessible et prévisible, garante de sécurité juridique. Ainsi, la Cour de cassation a-t-elle récemment fait le choix de rendre ses arrêts plus lisibles ou de filmer ses audiences. L'internationalisation des contentieux l'a conduite à s'ouvrir au monde, en accueillant des traditions juridiques diverses, en s'insérant pleinement dans le système européen de coopération judiciaire, ou en s'inspirant des bonnes pratiques étrangères. Le Palais de justice sera symboliquement au cœur de la cérémonie d'ouverture des prochains jeux olympiques. Dans cette actualité mondiale, la Cour entend mettre à l'honneur en 2024 le partage des jurisprudences internationales sur le droit du sport.



BY ...

Christophe Soulard*First President, French Cour de cassation***Rémy Heitz***Prosecutor General, French Cour de cassation*

On the map of Paris's many legal landmarks, you can go from one point to another just as you would wander through the monuments of our capital. The starting point is undoubtedly the Palais de Justice on the Île de la Cité, which has handled legal issues since the 13th century and is home to a tradition of legal excellence. This is based on a well-trained and specialised judiciary, whose independence is constitutionally guaranteed, and on legal partners of the highest caliber.

The French legal system is constantly being modernised to provide accessible and predictable justice that guarantees legal certainty. For example, the Court of Cassation has recently opted for more easily understandable rulings and live broadcasting of its landmark hearings. The internationalisation of litigation has led the Cour de cassation to open up to the world, welcoming diverse legal traditions, becoming fully involved in the European system of judicial cooperation and drawing inspiration from best practices in other countries. The Palais de Justice will symbolically be at the heart of the opening ceremony of the next Olympic Games. In this global context, the Court intends to highlight the sharing of international case law on sports law in 2024.



Salle d'audience de la Cour de cassation
- view of the Court room of the Court of Cassation

© Max Brunner / ministère de la Justice



David Lappartient
Président du comité national olympique
et sportif français
*President of the French National and Olympic
Sports Committee*



La tradition juridique française, vieille de huit siècles, fait partie des atouts fort de la France qui ont ruisselé à travers le monde, et qui ont pénétré l'ensemble des secteurs de la société et de ses activités jusqu'au sport avec la loi du 16 juillet 1984. Cette volonté d'être précurseur a perduré, en attestent la Conciliation du Comité national olympique et sportif français mise en place en 1992 ou encore la Chambre arbitrale du sport installée il y a plus de quinze années.

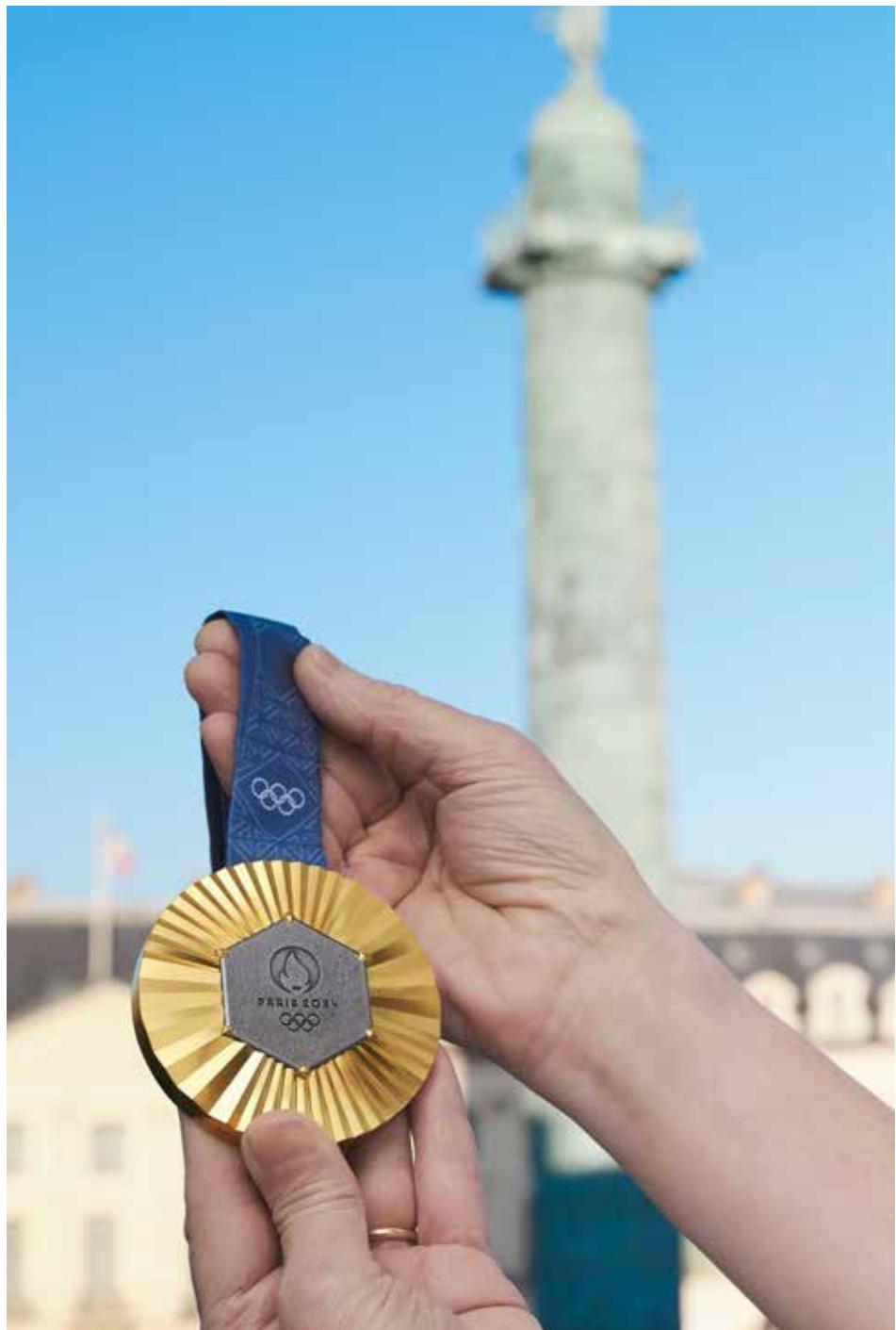
A l'instar du sport, le cadre juridique français incarne ainsi parfaitement l'idée du dépassement : Plus vite, plus haut, plus fort - ensemble (Citius, Altius, Fortius – Communiter), permettant à la France de disposer du cadre idoine pour accueillir les plus grandes compétitions et appréhender les problématiques juridiques internationales.

Fortes de cette expérience et de ces acquis, au carrefour de l'Europe, la France et Paris sont une place de droit de choix, reconnue à travers le monde, qui fera rayonner la France et notre système juridique.

France's eight-century-old legal tradition is one of the country's major assets, which has spread throughout the world and penetrated all sectors of society and its activities, right up to sport with the law of July 16, 1984. This determination to be a forerunner has endured, as evidenced by the Conciliation of the French National Olympic and Sports Committee set up in 1992, and the Sports Arbitration Chamber set up over fifteen years ago.

Like sport, France's legal framework perfectly embodies the idea of surpassing oneself: Faster, higher, stronger - together (Citius, Altius, Fortius - Communiter), giving France the ideal framework for hosting the world's biggest competitions and tackling international legal issues.

Building on this experience and these achievements, at the crossroads of Europe, France and Paris are a prime legal location, recognized throughout the world, which will make France and our legal system shine.



La France, État membre de l'Union européenne

La place de Paris bénéficie du cadre juridique harmonisé mis en place dans l'Union européenne. Il est fondé sur des valeurs telles que l'État de droit et le principe de confiance mutuelle. Ces principes régissent les relations entre les 27 États membres et sont au cœur du mécanisme de reconnaissance de plein droit et d'exécution simplifiée des décisions. Une décision rendue par une juridiction française, c'est une décision qui circulera librement dans les autres États membres. Cette pleine intégration dans l'Union européenne renforce la sécurité juridique pour les entreprises, réduit le coût et simplifie les procédures.

En accueillant le siège du Parlement européen à Strasbourg, ainsi que celui de plusieurs agences européennes dont l'Autorité européenne des marchés financiers à Paris, la France agit également pour construire les grandes régulations de demain.



France, Member State of the European Union

The Paris financial centre benefits from the harmonised legal framework adopted within the European Union. It promotes and relies on core values such as the rule of law and the principle of mutual trust. These principles govern relations between the 27 Member States and are the raison d'être of automatic recognition and simplified enforcement of judgments. A decision handed down by a French court will circulate freely in the other Member States. This full integration into the European Union increases legal certainty for businesses, reduces costs and simplifies procedures.

By hosting the headquarters of the European Parliament in Strasbourg, as well as those of several European agencies including the European Securities and Markets Authority in Paris, France is also taking action to build the major regulations of tomorrow.

Paris siège du tribunal de première instance de la juridiction unifiée du brevet

Lancée le 1^{er} juin 2023, la juridiction unifiée du brevet (JUB), qui comprend actuellement 17 États membres de l'Union européenne, a été créée pour connaître des affaires de contrefaçon et de validité des brevets unitaires ainsi que des brevets européens. Paris est fier d'accueillir le siège du Tribunal de première instance de la JUB, de sa division centrale et de la division locale française.

Paris seat of the Court of first instance of the Unified Patent Court

Launched on June 1, 2023, this international jurisdiction, which currently includes 17 Member states of the European Union, has been set up to hear cases of counterfeiting and validity of Unitary European Patents and European Patents. Paris is proud to host the seat of the UPC's Court of First Instance, its central division and the French local division.



© Max Brunner / ministère de la Justice

Prestation de serment des juges légaux du Tribunal de première instance et des juges techniques de la Juridiction unifiée du brevet dans la 1^{re} chambre civile de la cour d'appel de Paris le 1^{er} juin 2023

Oath taking of the legally qualified judges of the Court of First Instance and of the technically qualified judges of the Unified Patent Court, which took place in the 1st Civil chamber hearing room of the Court of appeal of Paris on June 1st, 2023.

Les chambres internationales

La Chambre internationale de la Cour d'appel de Paris

La chambre commerciale internationale de la cour d'appel de Paris (CCIP-CA) propose une offre dédiée au traitement des litiges mettant en jeu les intérêts du commerce international.

Réunissant des juges hautement spécialisés, dotés d'une solide expérience, elle permet aux plaideurs de disposer d'un cadre procédural adapté :

- **Traitements efficace des litiges** internationaux, avec une mise en état dynamique et la définition de calendriers de procédure impératifs, arrêtés avec les parties ;
- **Usage libre de l'anglais** lors des audiences comme pour la production des pièces ;
- **Possibilité de faire entendre les parties**, des témoins ou des experts, et de procéder à des interrogatoires croisés.

Ses décisions bénéficient d'une pleine reconnaissance au sein de l'Union européenne. Depuis sa création en 2018, la CCIP-CA a rendu plus de 550 décisions, dans les domaines les plus variés, incluant l'arbitrage commercial international, l'arbitrage d'investissement, le droit des contrats, le droit des sociétés, le droit des transports, la concurrence ou le sport.

Consacrant plus de la moitié de son activité au traitement des recours en annulation et appels des ordonnances d'exequatur des sentences arbitrales internationales, la CCIP-CA constitue un acteur incontournable du système français de l'arbitrage international.

The International Commercial Chamber of the Paris Court of Appeal

The International Commercial Chamber of the Paris Court of Appeal (ICCP-CA) offers a dedicated service for handling disputes involving international commercial interests. Bringing together highly specialized and experienced judges, it provides litigants with an appropriate procedural framework:

- **Efficient handling of international disputes**, with dynamic case-management and the setting of binding procedural timetables agreed with the parties;
- **Free use of English** at hearings and for the submission of evidence;
- **Personal appearances of the parties** and the possibility to hear and crossexamine them, witnesses or experts.

Its decisions are fully recognized throughout the European Union. Since its creation in 2018, the ICCP-CA has rendered more than 550 decisions, in a wide range of fields, including international commercial arbitration, investment arbitration, contract law, corporate law, transport law, competition and sports.

More than half of the ICCP-CA's activity is devoted to actions for annulment and appeals against exequatur orders for international arbitral awards, making it a key player in the French international arbitration system.

La Chambre internationale du Tribunal de commerce de Paris

La justice commerciale en France date de 1563. Le tribunal de commerce de Paris s'est installé en 1865 dans son palais de l'île de la Cité. La chambre internationale du tribunal de commerce de Paris comprend 9 juges confirmés, tous bilingues et dotés d'une solide expérience internationale. Depuis 2018, cette chambre a développé une pratique d'audience marquée par l'utilisation de langues étrangères, notamment anglaise, l'audition de témoins ou experts, et l'interrogation éventuelle de ces derniers par les parties. Au cours de chacune des trois dernières années, elle a traité plus de 200 affaires dont au moins une des parties était de nationalité étrangère.

The International Commercial Court of Paris

The commercial justice system in France dates back to 1563. The Commercial Court of Paris was in 1865 in its palace on the Ile de la Cité. The International Chamber of the Paris Commercial Court comprises 9 senior judges, all of whom are bilingual and have international experience. Since 2018, this chamber has developed a use of foreign languages, particularly English, the hearing of witnesses or experts, and their possible questioning by the parties. In each of the last three years, it has handled more than 200 cases in which at least one of the parties was a foreign national.



Salle d'audience de la chambre internationale du Tribunal de commerce
- view of the International Court room of the Commercial Court

© HélènePeter

Le tribunal judiciaire de Paris

Le tribunal judiciaire de Paris est la plus grande juridiction de France avec 379 juges professionnels, 88 salles d'audience équipées des dernières technologies et environ 80 procès ou audiences chaque jour de la semaine.

Chaque année, il reçoit environ 70000 affaires civiles nouvelles, dont plus de 70% seront, en définitive, jugées au fond par un tribunal composé d'un ou de trois juges. Un dossier civil complexe mettra entre 12 et 18 mois à être tranché, sous le contrôle d'un juge de la mise en état qui coordonne les échanges entre les parties. Une offre riche de résolution alternative des différends est proposée, ainsi que des audiences de référé pour des mesures provisoires à très bref délai.

Les litiges internationaux sont au cœur des contentieux que le tribunal de Paris traite avec, par exemple, une compétence exclusive en matière d'arbitrage international, de propriété intellectuelle ou de brevets pour certains dossiers ou de contentieux émergents, comme le devoir de vigilance.

Pour la période des jeux olympiques et paralympiques, les neuf magistrats de la 3ème chambre civile et leurs cinq assistants seront notamment mobilisés pour les atteintes à la propriété intellectuelle et pourront faire usage des dispositifs originaux et efficaces de blocage ou de saisie prévus par le code du sport et le code de la propriété intellectuelle, sur requête ou par l'intermédiaire de procédures accélérées.



The Judicial court of Paris

The central Paris court of first instance is the largest court of France with 379 professional judges, 88 state of the art courtrooms and approximately 80 trials or hearings each day of the week.

Every year, 70000 civil claims are filed. More than 70% of these filings will result in judgments on the merits handed down by panels of one single judge or three judges. A complex civil claim takes, on average, 12 to 18 months to be fully resolved, after efficient case management in the shadow of a special appointed master. Proactive Alternative Dispute Resolution is also offered to the parties.

International claims are at the heart of the Paris' court fabric with exclusive jurisdiction in matters such as international arbitration, intellectual property and patents or new forms of civil claims, such as corporate sustainability due diligence.

For the Paris Olympic and paralympic games, nine judges of the specialist intellectual property court (3rd civil chamber) and their five assistants will handle claims of infringements of IP rights on the basis of original and efficient tools contained in the French IP code or the French sports' code enabling them to issue blocking or search and seizure orders, through exparte or accelerated proceedings.

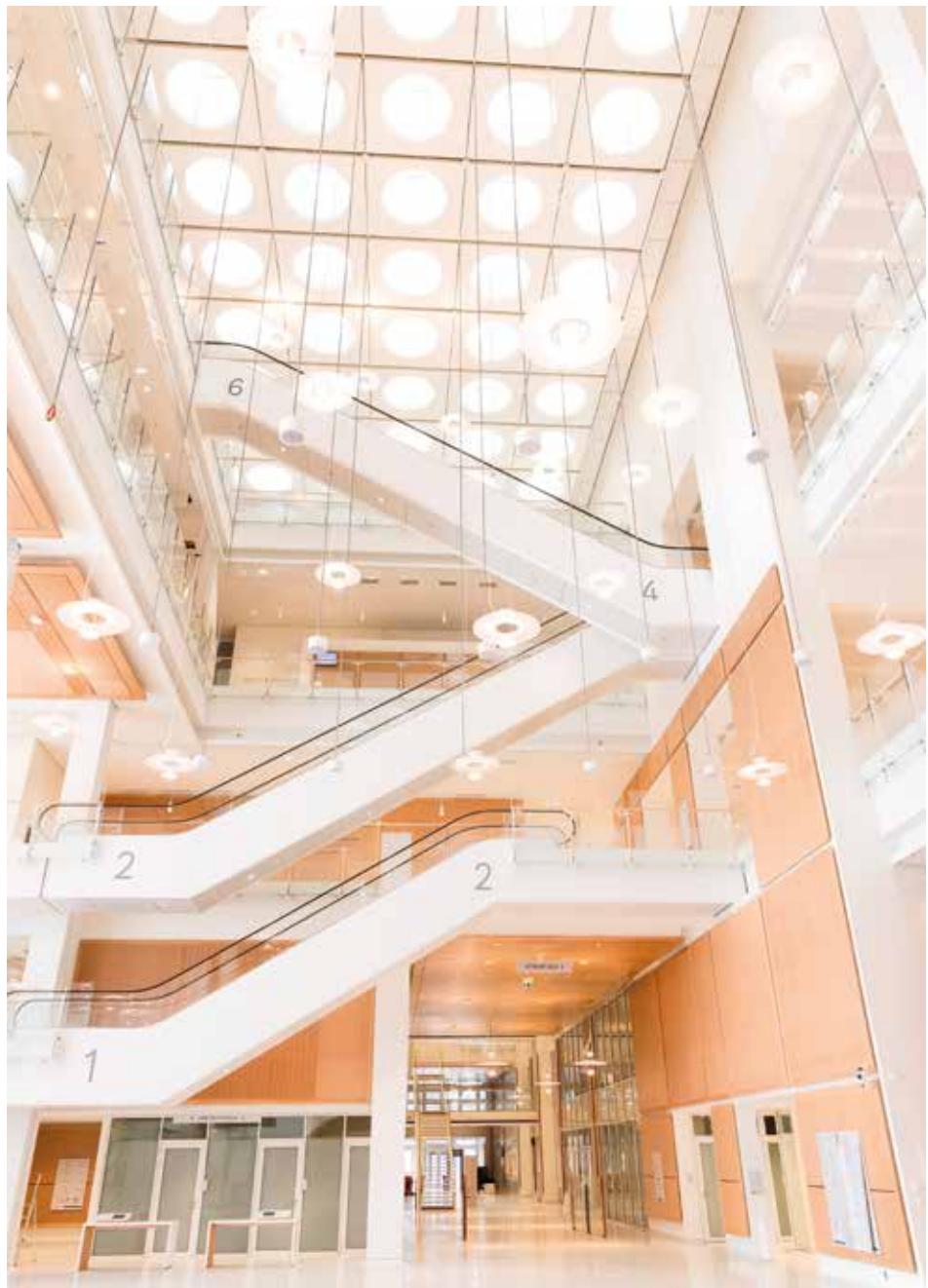
Tribunal arbitral du sport - TAS

Les audiences des deux Chambres ad hoc du TAS mises en place pour régler les différends impliquant des athlètes pouvant intervenir pendant et en rapport avec les JOP 2024 se tiendront dans les locaux du Tribunal Judiciaire.

Ce système permet aux athlètes et aux Fédérations d'avoir un accès gratuit et rapide à la justice, les décisions devant être rendues sous 24h. Ces Chambres ad hoc sont composées d'une quinzaine de juristes du monde entier, indépendants et compétents en matière de droit du sport.

The hearings of the two ad hoc Divisions in charge of deciding disputes involving athletes arising during and in connection with the 2024 Olympic Games will be held in the Judicial Court of Paris.

It provides athletes and Federations with free access to justice within very short deadlines, as decisions are normally rendered within 24 hours. These ad hoc chambers are composed of around fifteen independent lawyers from around the world, experts in sport's law.



Escalier central du tribunal judiciaire de Paris
Central staircase of the Judicial Court of Paris

© MARCHAL Dylan / ministère de la Justice

ICC, institution leader mondial en arbitrage

La Cour internationale d'arbitrage de la Chambre de Commerce Internationale (ICC), avec son siège à Paris et des équipes à Abu Dhabi, Hong Kong, New York, Sao Paulo et Singapour, a administré plus de 28 000 affaires depuis sa création en 1923. Elle reçoit, chaque année, plus de 800 nouveaux arbitrages. Les services de résolution des différends d'ICC jouent un rôle capital dans les échanges commerciaux offrant aux entreprises et aux Etats des solutions efficaces, fiables et impartiales de prévention et de résolution des différends permettant aux entreprises d'assurer la paix, la prospérité et des opportunités pour tous.

ICC a pour mission de promouvoir l'accès à la justice, l'intégrité et le respect de l'État de droit offrant le choix des meilleurs services d'arbitrage et de médiation. Depuis 2022, elle s'est dotée d'une plateforme numérique sécurisée, ICC Case Connect, qui permet une gestion efficace et sans papier des dossiers.

ICC ouvrira à l'automne 2024 au cœur de Paris, un nouveau centre d'audience à la pointe de la technologie, et renforce ainsi son offre de services, qui depuis 2008 fait partie intégrante de Paris comme centre et siège arbitral de premier plan.

Paris figure, en effet, parmi les grandes places d'arbitrage international grâce à un droit français innovant et favorable à l'arbitrage, des juridictions spécialisées respectueuses des sentences arbitrales, ainsi qu'une communauté de praticiens et d'arbitres expérimentés.

ICC, world's leading arbitral institution

The International Court of Arbitration® of the International Chamber of Commerce (ICC) is the world's leading arbitral institution. With headquarters in Paris and offices in Abu Dhabi, Hong Kong, New York, Sao Paolo and Singapore, the ICC Court has administered over 28,000 cases worldwide since its creation in 1923. Every year, it receives 800 new arbitrations. ICC's dispute resolution services play a crucial role in global trade by helping commercial parties, states and stateowned entities prevent and resolve their disputes efficiently, advancing ICC's purpose to enable peace, prosperity, and opportunity for all.

ICC ensures access to justice and the rule of law and provides arbitration and mediation services to facilitate the resolution of commercial disputes with unmatched levels of service. Since 2022, ICC has adopted a secure digital platform, ICC Case Connect, which allows for efficient and paperless case management.

ICC will open its new state-of-the-art Hearing Centre in the heart of Paris in autumn 2024, an essential part of ICC's offering since 2008 and integral to Paris as a leading arbitral center and seat.

Paris is one of the world's leading arbitration hubs, thanks to its innovative, arbitration-friendly French legal system, specialized courts that respect arbitral awards, and a community of experienced practitioners and arbitrators.



© Andrew McLeish

La Paris Arbitration Week (PAW) : promouvoir l'arbitrage international à Paris

Depuis 2017, la PAW, événement dédié à la promotion de l'arbitrage international et au rayonnement de la place de Paris, rassemble chaque année des milliers de praticiens venus du monde entier.

Devenue incontournable pour les acteurs de l'arbitrage international, la PAW comptait, en 2023, 157 partenaires qui ont organisé 143 événements officiels, attirant 26 000 personnes.

En plus des Jeux Olympiques qui seront mis à l'honneur, l'édition PAW 2024 s'articulera autour de 3 piliers : Paris, l'inclusivité et l'innovation.

Paris Arbitration Week (PAW): promoting international arbitration in Paris

Since 2017, PAW, event dedicated to the development of international arbitration and the promotion of Paris as its prominent place, brings together thousands of practitioners from around the globe.

PAW has become a must-attend event for international arbitration professionals. In 2023, PAW had 157 partners who organized 143 official events, attracting 26,000 people.

In addition to the Olympic Games which will inspire PAW this year, the PAW 2024 edition will revolve around three pillars: Paris, inclusiveness and innovation.

Paris, capitale économique

La région capitale est le premier pôle d'affaires d'Europe et représente 31 % du PIB national. Elle est à la 3e place mondiale en nombre de projets d'investissements directs étrangers reçus et à la 5e dans le secteur de la recherche et développement, clé pour l'adaptation de l'économie aux enjeux contemporains.

Au cœur de cette activité, le droit et la diversité des professions juridiques de la place de Paris assurent la confiance entre les acteurs et la compétitivité.

Les Jeux Olympiques et Paralympiques seront une vitrine internationale avec de fortes retombées économiques. 16 millions de visiteurs sont attendus. Fin 2023, le Comité d'organisation avait déjà engagé 2,3 milliards d'euros auprès de 2 200 prestataires, dont 75 % d'entreprises françaises.

> 1^{er}
pôle d'affaires
d'Europe

> 1,4 million
d'entreprises pour
31% du PIB national.

Un lieu d'action et de réflexion au service du droit continental

La Fondation pour le droit continental a pour objectif de faire du droit un axe stratégique au service des acteurs juridiques et économiques, pour renforcer leur compétitivité et leur capacité d'innovation et de croissance durable. Elle mène des travaux au plan européen et international et anime chaque année l'université d'été du droit continental.



Les directions juridiques françaises

Il existe plus de 20 000 juristes d'entreprise en France, principalement à Paris. L'association Française des Juristes d'Entreprise (AFJE) et le Cercle Montesquieu unissent cette profession autour d'objectifs clés :

- Valoriser la fonction de Directeur Juridique au sein des entreprises et des institutions publiques.
- Maintenir des normes éthiques élevées.
- Offrir des formations pour le développement des compétences.

Les deux associations sont engagées dans la modernisation du domaine juridique. En collaboration avec les parties prenantes, y compris les autorités publiques et les acteurs de la legaltech, elles œuvrent à la construction d'une industrie juridique d'excellence, compétitive et apte à anticiper les grands défis contemporains.

La propriété intellectuelle dans le sport

L'Unifab, association de lutte anti-contrefaçon promeut et défend le droit de la propriété intellectuelle. Prévenir les conséquences néfastes de la prolifération des faux produits sur la santé, la sécurité, l'environnement et l'économie est une mission prioritaire lors de manifestations sportives internationales comme les jeux olympiques.

Paris, a world-leading economy

The Paris region is Europe's first business hub, with more than 1.4 million companies accounting for 31% of France's GDP. R&D especially is a key sector of the economy, ensuring its adaptation to contemporary challenges thanks to annual investments of 21.3 billion euros. At the heart of this ecosystem, law and the diversity of legal practitioners foster trust among players and secure competitiveness in the Paris area.

By the end of 2023, the Olympic Committee had already allocated 2.3 billion euros to 2,200 companies, of which 75% are based in France.



A place for action and reflection in the service of civil law

The aim of the Fondation pour le droit continental is to make the law a strategic tool for legal and economic players, to boost their competitiveness and their capacity for innovation and sustainable growth. It carries out work at a European and international level and organises the annual summer school on civil law.

French legal departments

There are over 20,000 in-house lawyers in France, mainly in Paris. Association Française des Juristes d'Entreprise - AFJE and Cercle Montesquieu unite this profession with key objectives:

- Elevate the role of In-House Counsel in corporations and government.
- Uphold ethical standards.
- Provide training for skill development.

Both associations are committed to modernizing the legal field. In collaboration with stakeholders, including public authorities and legaltechs, they are building a legal industry of excellence, competitive and capable of anticipating today's major challenges.

Intellectual property in sport

Unifab, anti-counterfeiting association, promotes and defends intellectual property right. Preventing the harmful consequences of the proliferation of fake products on health, safety, the environment and the economy is a priority mission during international sporting events such as the Olympic Games.



L'avocat ouvert sur le monde

En France 74000 avocats sont inscrits dans 164 barreaux répartis sur tout le territoire. 32700 avocats exercent à Paris dont environ 1500 avocats étrangers et près de 3000 avocats exerçant sur place et à l'étranger. Les barreaux se distinguent par une application stricte des règles déontologiques dans un cadre juridique très favorable aux investissements et aux affaires.

Les avocats français sont choisis au terme d'une sélection et d'une formation rigoureuse comprenant du droit européen et international.

Grâce à une tradition séculaire d'excellence juridique et à la présence de nombreux cabinets internationaux, la France est l'un des principaux centres juridiques du monde et Paris est un centre d'affaires majeur.

Les avocats de Paris ont développé une expertise reconnue en contentieux international, en arbitrage et dans tous les modes alternatifs de règlement des litiges, y compris la médiation.

Le Barreau promeut l'organisation de conférences internationales à Paris : Congrès de l'International Bar association, « Paris Legal Makers » en 2023, la Paris Arbitration Week et le 68^e Congrès de l'UIA en 2024.

En 2023 comme chaque année, les avocats aux Conseils sont intervenus dans plusieurs dizaines d'affaires d'arbitrage importantes portées devant la Cour de cassation. Ils ont également traité de nombreuses questions posées par les contrats sportifs et, devant le Conseil d'Etat, de la mise en œuvre de leurs prérogatives par les fédérations sportives.

The lawyer connected to the world

In France, 74,000 lawyers are registered with 164 bar associations throughout the country. 32,700 lawyers practise in Paris, including around 1,500 foreign lawyers and nearly 3,000 lawyers practising locally and abroad. The bars are distinguished by their strict application of ethical rules in a legal framework that is highly favourable to investment and business.

French lawyers are chosen after a rigorous selection and training process that includes European and international law.

Thanks to a centuries-old tradition of legal excellence and the presence of many international law firms, France is one of the world's leading legal centres, and Paris is a major business centre.

Paris lawyers have developed recognised expertise in international litigation, arbitration and all forms of alternative dispute resolution, including mediation.

The Bar promotes the organisation of international conferences in Paris: the International Bar Association Congress, «Paris Legal Makers» in 2023, Paris Arbitration Week and the 68th UIA Congress in 2024.

In 2023, as every year, lawyers at French Supreme Courts (Cour de cassation and Conseil d'Etat) intervened in dozens of major arbitration cases brought before the Court of cassation. They also dealt with numerous questions raised by sport contracts and, before the Council of State (Conseil d'Etat), the implementation of their prerogatives by sport federations.

Les avocats du Barreau de Paris mobilisés pour accueillir les Jeux olympiques

La nature universelle et exceptionnelle de cet évènement a conduit le Barreau de Paris à créer une commission Jeux Olympiques. Cette initiative met en place un groupe d'avocats de permanence prêts à intervenir face à l'augmentation des actes de délinquance typiquement associés aux grands rassemblements. Des avocats pro bono, parlant plusieurs langues, pourront assister les sportifs au tribunal arbitral du sport. En partenariat avec droitdusport.com, le barreau de Paris organisera les 6e assises du droit du sport, centrées sur « les droits et libertés du sportif ». Trois athlètes recevront une bourse du Barreau de Paris, les soutenant dans leur potentiel futur parcours d'avocat. Les Olympiades de l'éloquence créeront un espace d'échange pluridisciplinaire entre jeunes sportifs de haut niveau et élèves-avocats. Enfin, le Barreau de Paris s'engage à promouvoir la déclaration universelle du droit des athlètes, un instrument juridique essentiel pour la protection et la prévalence des droits des athlètes en toutes situations.

Lawyers from the Paris Bar mobilized to welcome the Olympic Games

The universal and exceptional nature of this event has led the Paris Bar to set up an Olympic Games Commission. This initiative sets up a group of duty lawyers ready to intervene in the face of the increase in acts of delinquency typically associated with major gatherings. Pro bono lawyers who speak several languages will be able to assist athletes at the Court of Arbitration for Sport. In partnership with droitdusport.com, the Paris Bar will organize the 6th "Assises du Droit du Sport", focusing on «the rights and freedoms of sportsmen and women». Three athletes will receive a scholarship from the Paris Bar, supporting them in their potential future career as lawyers. The "Olympiades de l'éloquence" will provide a forum for multidisciplinary exchanges between young top athletes and student lawyers. Finally, the Paris Bar is committed to promoting the Universal Declaration of Athletes' Rights, an essential legal instrument for the protection and prevalence of athletes' rights in all situations.

Les officiers publics et ministériels au service des parties

Le notaire

En France, les parties peuvent décider d'avoir recours à un juriste officier public, le notaire. Il conseille les parties de façon impartiale et les accompagne pour la rédaction et la signature de leurs contrats, ces derniers ayant alors la force d'une décision de justice ; marqués du sceau de la République, ils seront directement exécutoires sans l'intervention d'un juge. Ils sont entièrement dématérialisés et sont conservés sans limitation de durée. Près de 18 000 notaires exercent en France, dont 2 100 à Paris.

Les notaires sont actifs pour sécuriser les investissements étrangers et accompagner le développement du Grand Paris ; en 2024, ils ont été impliqués dans les montages juridiques et la rédaction des contrats pour les Jeux Olympiques et Paralympiques.

Le Centre de Médiation et d'Arbitrage des Notaires de Paris aide les parties à résoudre leurs litiges par la voie amiable et organise des manifestations pour promouvoir les modes alternatifs de résolution des litiges.

La Chambre des notaires de Paris a fondé l'Association des notaires des métropoles européennes ; Lionel Galliez, notaire à Paris, préside actuellement l'Union internationale du notariat qui rassemble les professionnels de 91 pays.

Legal practitioners, public and ministerial officers at the service of the parties

The civil law notary

In France, the parties can call on the services of a legal professional who is as well a public officer, the civil law notary. He advises and assists them impartially in drawing up and signing their contracts. These notarial contracts have the power of a court decision of first instance; marked with the seal of the French Republic, they are directly enforceable without the intervention of a judge. They are entirely dematerialised and are kept for an unlimited period. Nearly 18,000 notaries practise in France, including 2,100 in Paris.

Notaries are active in securing foreign investment and supporting the development of the Greater Paris Metropolis ; in 2024, they were involved in both the legal arrangements and the drafting of contracts for the Olympic and Paralympic Games.

The Paris Notaries' Mediation and Arbitration Centre aims to help parties resolve their disputes amicably and organises events to promote alternative dispute resolution methods.

The Paris Chamber of Notaries has founded the Association of Notaries of European Metropolises ; Lionel Galliez, notary in Paris, currently chairs the International Union of Notaries, which brings together professionals from 91 countries.

Les notaires et les jeux olympiques

Les Jeux Olympiques et Paralympiques de Paris 2024 ont engendré des innovations dans l'aménagement urbain. Les notaires parisiens ont joué un rôle important dans les transactions foncières et les procédures d'appel à projets. La loi JOP de 2018 a introduit un nouveau régime de permis de construire « réversible » pour les phases JOP et Héritage qui a nécessité des ajustements juridiques. Les notaires ont su faire preuve d'inventivité et adapter leur pratique pour permettre le financement et la réalisation de certaines opérations. La Chambre des notaires a également formé un groupe de travail pour poursuivre la réflexion et proposer des solutions pour l'avenir.

The French civil law notary and the olympics games

The Paris 2024 Olympic and Paralympic Games have led to innovations in urban planning. Parisian notaries have played an important role in land transactions and call for projects. The JOP Act of 2018 introduced a new «reversible» building permit regime for the JOP and «Heritage» phases that required legal adjustments.

Notaries have been able to be inventive and adapt their practice to allow the financing and execution of certain transactions. Chamber of notaries has also set up a working group to continue the reflection and propose solutions for the future.

Le commissaire de justice

Les commissaires de justice sont les acteurs de la sécurisation juridique dans les domaines aussi variés que la signification des actes, l'exécution des décisions de justice, le recouvrement de créances ou l'administration de la preuve par le constat.

Leur ouverture à l'international et l'échange des bonnes pratiques, qui en est le moteur, dépassent l'espace francophone (Bénin, Vietnam, Canada...) au profit de partenariats renforcés (par exemple avec l'Ukraine) et instaurent ainsi des synergies entre professionnels.

The Judicial commissioner

Judicial commissioners play a key role in ensuring legal security in areas as diverse as the service of documents, the enforcement of court rulings, debt recovery and the administration of evidence by statements of facts.

Their international openness and the exchange of best practices which is the driving force behind it extend beyond the French-speaking world (Benin, Vietnam, Canada, etc.) to forge stronger partnerships (with Ukraine, for example) and create synergies between professionals.

Formations universitaires

L'École de droit de la Sorbonne de l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne propose des formations de haut niveau en droit des affaires, droit international et droit public des affaires. Ses enseignants-chercheurs forment aussi au droit international, droit européen et droit français des affaires à l'étranger, notamment au Caire, à Bucarest et à Fès.

Le droit du sport est une matière transverse et récente qui est aussi enseignée à l'École de droit de la Sorbonne. De l'arbitrage à la conciliation CNOSF, de la protection des marques sportives au droit à l'image des sportifs, de la lutte contre le marketing d'embuscade au droit de propriété de l'organisateur sur sa manifestation sportive, tous les aspects du droit du sport sont abordés.

The Sorbonne Law School of Paris 1 Panthéon-Sorbonne University offers high level training in business law, international law and public business law in the heart of Paris' Latin Quarter. Its academic staff also provide training in international, European and French business law abroad, notably in Cairo, Bucharest and Fez. Sports law is a recent cross-disciplinary subject that is also taught at the Sorbonne Law School. All aspects of sports law are covered, from arbitration to CNOSF conciliation, from the protection of sports trademarks to sportspersons' image rights, from the fight against ambush marketing to the organiser's right of ownership of his sporting event.

L'Université Paris-Panthéon-Assas jouit d'une renommée mondiale pour son excellence académique, en particulier dans le domaine juridique. Réputée pour ses standards élevés d'enseignement et de recherche, elle a produit des générations d'éminents juristes, magistrats, avocats, et experts dans diverses disciplines. Grâce à une tradition profondément ancrée de formation juridique complète, Assas offre à ses étudiants des opportunités professionnelles exceptionnelles, leur permettant d'accéder à des carrières prestigieuses tant en France qu'à l'étranger. Consciente de l'évolution rapide de nos sociétés, l'Université est résolument tournée vers l'avenir. En témoigne son engagement à développer des programmes interdisciplinaires novateurs

Paris-Panthéon-Assas University enjoys a global reputation for its academic excellence, especially in the legal field. Renowned for its high standards of teaching and research, it has produced generations of distinguished jurists, magistrates, lawyers, and experts in various disciplines. Thanks to a deeply rooted tradition of comprehensive legal education, Assas provides its students with exceptional professional opportunities, allowing them to pursue prestigious careers both in France and abroad. Aware of the rapid evolution of our societies, the University is decidedly forward-looking. This is evidenced by its commitment to developing innovative interdisciplinary programs.



© Pascal Levy / Panthéon-Sorbonne

Formations professionnelles

Vocational training

À Paris, l'École nationale de la magistrature propose aux magistrats et professionnels judiciaires internationaux des formations continues relevant de tous les domaines du droit, en plusieurs langues. Les meilleurs experts, avocats, magistrats, enquêteurs, y échangent sur des thèmes à forts enjeux en droit européen et international : propriété intellectuelle, arbitrage, intelligence artificielle, environnement, déontologie, lutte contre des menaces telles que le terrorisme, la corruption, la cybercriminalité. Ces discussions visent au renforcement de l'État de droit, à la construction d'une communauté judiciaire internationale et à un partage fluide de bonnes pratiques dans ces matières essentielles à la sécurité juridique et à la confiance entre citoyens, acteurs politiques et économiques.

*Located in the heart of Paris, the **National School for the Judiciary** offers magistrates and international legal professionals recognized and innovative continuing education programs, covering all areas of law in several languages. The best experts - lawyers, magistrates and investigators - exchange views on high-stakes topics in European and international law: intellectual property, arbitration, artificial intelligence, environmental ethics, and the fight against threats such as terrorism, corruption and cybercrime. These discussions aim to strengthen the rule of law, build an international judicial community and share best practices in these areas, which are essential to legal certainty and trust between citizens, political and economic players.*

L'École de Formation professionnelle des Barreaux du ressort de la cour d'appel de Paris, forme chaque année la moitié des 3 000 élèves avocats de France dont une grande partie se spécialise en droit des affaires et international. Outre cette formation initiale, elle organise plus de 330 sessions de formation continue par an. Forte de son expertise pédagogique, l'EFB contribue par ailleurs à la coopération internationale dans le domaine de la formation des avocats.

The Paris Bar School (EFB) trains every year half of France's 3,000 student lawyers many of whom specialize in business and international law. In addition to this initial training, it organizes over 330 continuing education sessions a year. Thanks to its teaching expertise, EFB also contributes to international cooperation in the field of lawyer training.

L'Institut National de Formation Notariale dont le siège est à Paris et qui regroupe 16 sites d'enseignement en France est la grande école du notariat. Il forme les notaires de France et leurs collaborateurs et a noué plusieurs partenariats avec des universités étrangères pour favoriser les échanges internationaux. L'INFN Paris accueille ainsi près de 945 étudiants par an.

The National Institute for Notarial Training (INFN), headquartered in Paris and with 16 teaching sites in France, trains French notaries and their specialised staff; it has set up several partnerships with foreign universities to encourage international exchanges. INFN Paris Centre welcomes nearly 945 students every year.



Contacts

Ministère de la Justice / Direction des affaires civiles et du sceau / Direction des affaires criminelles et des grâces / Délégation aux affaires européennes et internationales

www.justice.gouv.fr

Adresse contact :

dacs-cab@justice.gouv.fr
chef-cab.dacg@justice.gouv.fr
daei.sg@justice.gouv.fr

Ministère de l'Europe et des affaires étrangères / Ministry for Europe and Foreign Affairs

www.diplomatie.gouv.fr

Adresse contact :

presse.dcp@diplomatie.gouv.fr

CNOSF

www.cnosf.franceolympique.com

Adresse contact :

presse@cnosf.org

Cour de cassation

www.courdecassation.fr

Cour d'appel

www.cours-appel.justice.fr/paris

Tribunal Judiciaire

www.tribunal-de-paris.justice.fr

Tribunal de commerce

www.tribunal-de-commerce-de-paris.fr

Paris Place de Droit

parisplacededroit.org



ICC

www.iccwbo.org/dispute-resolution

Adresse contact :

icc@iccwbo.org

Paris-Île de France Capitale Économique

www.gp-investment-agency.com

Adresse contact :

contact@gp-investment-agency.com

Fondation pour le droit continental

Adresse contact :

contact@fondation-droitcontinental.org

Cercle Montesquieu

www.cercle-montesquieu.fr

Adresse contact :

contact@cercle-montesquieu.fr

UNIFAB

www.unifab.com

Adresse contact :

Ds@unifab.com

**AFJE**

www.afje.org

Adresse contact :
contact@cercle-montesquieu.fr

Conseil National des Barreaux

International@cnb.avocat.fr

Avocats Barreau de Paris

www.avocatparis.org

Adresse contact :
international@avocatparis.org

**Ordre des avocats au Conseil d'État
et à la Cour de cassation**

www.ordre-avocats-cassation.fr
contact@ordre-avocats-cassation.fr

Notaires

www.notaires.fr

Adresse contact :
csn@notaires.fr

Commissaire de justice

www.commissaire-justice.fr

Université Panthéon Sorbonne

www.pantheonsorbonne.fr

Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne
12, place du Panthéon - 75005 Paris

Université Panthéon Assas

www.u-paris2.fr

Adresse contact :
presidence@u-paris2.fr

École Nationale de la Magistrature

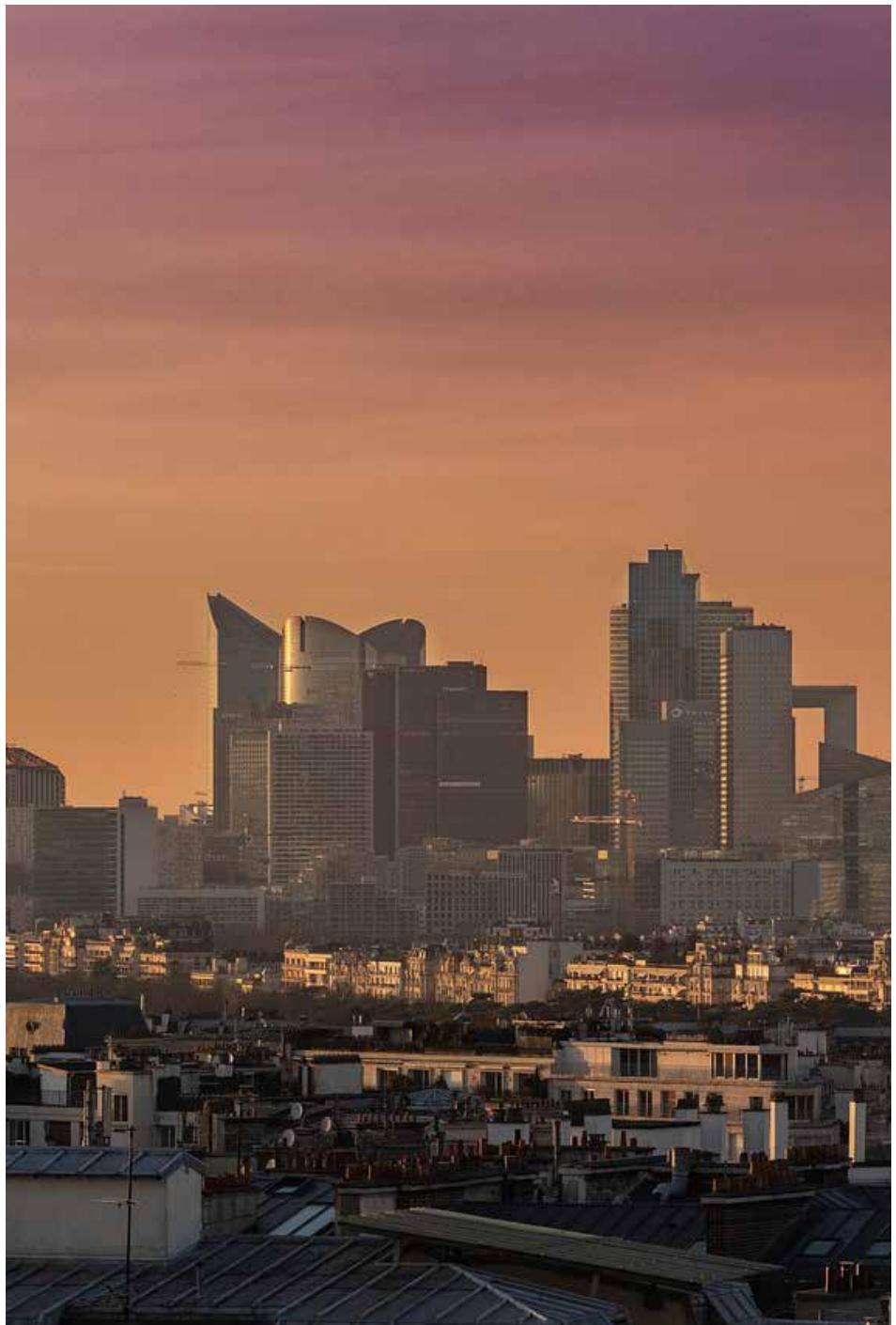
www.enm.justice.fr

Adresse contact :
enm-info-di@justice.fr

École de Formation des Avocats

www.efb.fr

Adresse contact :
enm-info-di@justice.fr







Contacts
Ministère de la Justice
/ Ministry of Justice

Max Brunner
max.brunner@justice.gouv.fr

**Service presse du ministère
de la Justice**
presse-justice@justice.gouv.fr



© Max Brunner